

Trois publications scientifiques récentes de l'ARTAC étayent fortement l'hypothèse selon laquelle les pesticides interviennent dans la genèse des cancers de la prostate et du sein aux Antilles françaises.

Par le Docteur Michel Martin
Anatomopathologiste

Cela fait plus de trente ans, depuis la soutenance de ma thèse en 1973ⁱ, puis en tant qu'anatomopathologiste (Institut Curie) que je suspecte le rôle cancérigène des pesticides. En 1973, j'avais en effet montré pour la première fois, en étudiant des prélèvements de tissu adipeux en provenance de trente adultes et enfants, ainsi que d'animaux entrant dans la consommation courante de la population locale, que des pesticides organochlorés, tels que le DDT, les hexachlorobenzènes y compris le lindane, aujourd'hui classés comme cancérigènes possibles (groupe 2B) par l'OMS, y étaient retrouvés en très fortes quantités. Bien que mon travail ait été réalisé, en utilisant les meilleures méthodes de dosage de l'époque, les pouvoirs publics n'ont pas tenu compte de mes résultats, arguant du fait que malgré l'existence de cette très forte contamination, je n'avais pas prouvé que ces pesticides étaient responsables de l'apparition des cancers.

Aujourd'hui c'est en partie chose faite : trois articles sur le sujet viennent d'être publiés par le groupe de recherche de l'ARTAC sur les pesticides, que coordonne le Professeur Dominique Belpomme, dans deux revues internationales à comité de lecture, un quatrième traitant de la cancérogenèse chimique exogène est en voie d'acceptation dans l'une des meilleures revues américaines et un cinquième article est en préparation avec une équipe de l'INSERM.

Pourtant, une fois de plus j'entends et lis dans la presse et certains rapports, que la qualité des travaux scientifiques réalisés par notre groupe de recherche, pourrait être mise en doute. Afin de couper court à toute polémique regrettable, orchestrée par des personnes ne connaissant pas suffisamment le problème au plan scientifique et notamment écologique, j'ai décidé de collaborer aux travaux de l'ARTAC.

Il ne fait en effet aucun doute que les critiques méthodologiques adressées à propos de notre première publication n'ont aucun fondement scientifique, si on les analyse, non pas du point de vue de l'épidémiologie, mais de la toxicologie, de la biologie et de l'écologie scientifique. Dans un rapport récentⁱⁱ, à ma grande surprise, pour étayer leurs critiques, deux parlementaires se sont appuyés sur l'avis de personnes ayant peu de crédit scientifique en la matière et de surcroît, non cancérologues, ce qui explique que les aspects écologiques, biologiques, toxicologiques et cliniques de la cancérologie leur soient étrangers.

Les critiques actuelles concernant le travail de notre équipe sont d'autant plus injustifiées qu'elles s'adressent maintenant aux nombreux collègues antillais, médecins et vétérinaires, universitaires ou praticiens qui nous ont rejoints et plus particulièrement à ceux d'entre eux qui sont signataires du troisième article.

Nous rappelons en effet que pour mettre en évidence un lien causal entre environnement et cancer, les données de l'épidémiologie classique sont insuffisantes, et qu'il faut obligatoirement faire appel à la toxicologie, à la biologie et à l'écologie scientifique, comme notre groupe de recherche le fait, pour obtenir une interprétation correcte des phénomènes, et

bien entendu, qu'une étude épidémiologique négative ne signifie pas l'absence de risque. Un risque qui ne concerne pas seulement l'Homme mais aussi les animaux. Ce sont ces différentes considérations que souligne l'Appel de Paris, un Appel maintenant signé par plusieurs milliers de scientifiques internationaux, dont nos trois Prix Nobel, François Jacob, Jean Dausset et Luc Montagnier, ce dernier président maintenant le conseil scientifique de l'ARTAC.

Dans ces conditions, je me demande si depuis trente ans nos détracteurs (de moins en moins nombreux) n'ont pas toujours eu un certain intérêt à cacher la vérité.

Les critiques qu'ils formulaient et qu'ils formulent encore aujourd'hui sont en effet scientifiquement non démontrées et n'ont jamais respecté le principe de précaution. Au vue des quantités de pesticides utilisées, le bon sens élémentaire et les alertes renouvelées auprès des pouvoirs publics locaux et nationaux, auraient du déjà engager des actions concrètes.

Je regrette qu'on continue à critiquer le Professeur Dominique Belpomme, l'un de nos rares cancérologues à être reconnu à l'étranger pour la qualité de ses travaux notamment dans le domaine des liens entre cancer et environnement.

C'est la raison de cette lettre et de ma prise de position.

Docteur Michel Martin

1. Belpomme D, Irigaray P, Ossondo M, Vacque D, Martin M. Prostate cancer as an environmental disease: an ecological study in the French Caribbean islands, Martinique and Guadeloupe. *Int J Oncol.* 2009, 34:1037-1044.
2. Belpomme D, Irigaray P, Landau-Ossondo M, Martin M. The growing incidence of prostate cancer in the French Caribbean islands, Martinique and Guadeloupe: A possible causal role of pesticides. *Int J Oncol.* 2009, 35:433.
3. Landau-Ossondo M, Rabia N, Jos-Pelage J, Marquet LM, Isidore Y, Saint-Aimé C, Martin M, Irigaray P, Belpomme D. Why pesticides could be a common cause of prostate and breast cancers in the French Caribbean Island, Martinique. An overview on key mechanisms of pesticide-induced cancer. *Biomed Pharmacother.* 2009, 63: 383-395.

ⁱ Martin M: Les pesticides Organochlorés. Recherches des résidus dans le tissu adipeux humain et animal en Martinique. Thèse médicale, INRA Antilles-Guyane, 1973

ⁱⁱ Office parlementaire d'évaluation d' »évaluation des choix scientifiques et technologiques. Rapport sur *les* impacts de l'utilisation de la Chlordécone et des pesticides *aux* Antilles : bilan *et* perspectives d'évolution, par M. Jean-Yves Le Déaut, député et Mme Catherine Procaccia, sénateur. Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 24 juin 2009.